

# CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Commission statutaire du 11 juin 2014

## **Rapport de présentation du projet de décret relatif aux conditions d'accès des organisations syndicales aux technologies de l'information et de la communication dans la fonction publique de l'Etat**

Ce projet de décret en Conseil d'Etat comporte trois articles nécessaires à la mise en œuvre du projet d'arrêté relatif aux conditions générales d'utilisation par les organisations syndicales des technologies de l'information et de la communication dans la fonction publique de l'Etat, qui est fondé sur l'article 3-1 du décret du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical.

Le projet de texte a principalement pour objet de proposer un critère de représentativité en vue de l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans la fonction publique de l'Etat, qui permet de traiter différemment des syndicats placés dans des situations différentes. La procédure de décret en Conseil d'Etat permet de garantir que le choix du critère et les conditions de son application ne comportent aucun risque de discrimination syndicale.

En effet, l'accès aux technologies de l'information et de la communication entraîne l'attribution de moyens matériels, par définition limités, et induit des coûts supportés par l'administration propriétaire du réseau informatique. Compte tenu de ses obligations, notamment en termes de sécurité et de garantie de bon fonctionnement de son système d'information, l'administration a besoin d'interlocuteurs syndicaux reconnus, aux différents niveaux ou services. Le critère le plus objectif de sélection des syndicats pouvant prétendre à l'attribution de ces moyens est celui de la représentativité issue des élections professionnelles.

Cette disposition de nature statutaire, ainsi que celle qui prévoit que la liste des « destinataires » autorisés à recevoir communication de certaines données à caractère personnel au sens de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, justifie la consultation du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat sur le fondement du 4° du I. de l'article 2 du décret du 16 février 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

\*

Le premier alinéa de **l'article 1<sup>er</sup>** du projet de décret réserve l'accès des technologies de l'information et de la communication de l'administration aux seules organisations représentatives. Le second alinéa du même article définit le critère d'appréciation de la représentativité des organisations syndicales pour l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

Depuis sa modification en 2012, le décret du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique définit, pour chaque type de moyens accordé, le critère d'appréciation de la représentativité applicable aux organisations syndicales qui peuvent y prétendre.

Alors que les facilités en temps (contingents de crédits de temps syndical) sont réparties pour moitié en fonction du nombre de voix et pour moitié en fonction du nombre de sièges obtenus lors des dernières élections au comité technique ministériel, les locaux sont attribués selon un critère fondé sur la détention de sièges appréciée à deux niveaux : niveau local et niveau national.

Ainsi, l'article 3 du décret du 28 mai 1982 précité prévoit que : *«Sont considérées comme représentatives, d'une part, les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au sein du comité technique déterminé en fonction du service ou groupe de services concerné, d'autre part, les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au sein du comité technique ministériel ou du comité technique d'établissement public de rattachement. »*

La référence aux sièges obtenus au sein des comités techniques permet une prise en compte des suffrages exprimés par l'ensemble de la communauté de travail, fonctionnaires et agents non titulaires. Il s'agit en outre d'une double appréciation, au niveau de proximité des agents et au niveau ministériel.

A toutes fins utiles, il peut être noté que l'information et la communication par les moyens traditionnels que sont l'affichage et la diffusion ou distribution de tracts restent accessibles à tous les syndicats, sans condition de représentativité.

**L'article 2** pose une dérogation à ce principe d'accès des organisations représentatives aux technologies de l'information et de la communication. Pendant la durée de la campagne électorale pour l'élection des représentants du personnel habilités à siéger au sein d'une instance, toute organisation syndicale dont la candidature a été reconnue recevable peut prétendre à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les conditions définies au sein du service, y compris si elle n'est pas représentative dans ce service. Cette dérogation garantit l'égalité de traitement en matière d'information et de communication entre les organisations syndicales candidates à une même élection professionnelle.

**L'article 3** permet aux traitements de données relatifs à la gestion des personnels (ou Systèmes d'Information des Ressources Humaines) de mentionner parmi la liste des « destinataires » autorisés à recevoir communication de certaines données à caractère personnel les organisations syndicales, dont les agents sont désignés pour recevoir communication des adresses électroniques professionnelles des agents dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 3-1 du décret du 28 mai 1982 précité et celles du présent décret.